

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331 cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 11/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

RANGUEIL ENERGIE SERVICES

18 RUE THOMAS EDISON
BP 2323
33610 CANEJAN

Références : 2023-69
Code AIOT : 0006802899

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement RANGUEIL ENERGIE SERVICES implanté 147, Avenue de Rangueil 31400 TOULOUSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RANGUEIL ENERGIE SERVICES
- 147, Avenue de Rangueil 31400 TOULOUSE
- Code AIOT : 0006802899
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie RANGUEIL ENERGIE SERVICES assure la fourniture d'utilités pour la zone du campus universitaire de Toulouse Rangueil (besoins de chauffage et d'eau chaude sanitaire).

La chaufferie est constituée d'une chaufferie gaz (3 chaudières et une turbine) et d'une chaufferie biomasse (2 chaudières).

L'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique n°3110 (combustion). L'activité est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2020 et de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 50 MW soumises à autorisation (dit AMPG LCP).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques (mesure en continu)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 12	/	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Energie	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 9	Susceptible de mise en demeure ou de sanction	Sans objet
2	Energie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 38	/	Sans objet
3	Dépôt, entretien, maintenance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 66	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 14	/	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 2 faits susceptibles de suites en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2020, et de l'arrêté ministériel du 03/08/18 (AMPG LCP)
- 5 faits sans suite en lien avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 octobre 2020, et de l'arrêté ministériel du 03/08/18 (AMPG LCP).

Des engagements écrits de la part de l'exploitant sur ces faits sont attendus.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Energie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fait réaliser, avant le 1er janvier 2021, et par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]
Constats : Cette prescription avait été contrôlée lors de la précédente inspection de 2021. L'exploitant avait alors transmis un rapport d'essai de performance sur la chaufferie biomasse uniquement, ce qui ne répondait pas à la prescription réglementaire puisque le rapport ne traitait pas l'ensemble des appareils de combustion de l'installation (chaudières gaz, turbine gaz et chaudières biomasse). En date du 5 janvier 2023, l'exploitant a transmis un rapport d'audit énergétique de l'ensemble de son installation répondant à la prescription. Au regard des meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion, l'audit énergétique a fait apparaître deux pistes de progrès que l'exploitant va approfondir courant 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Energie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2) [...]
Constats : La réalisation de l'audit énergétique, et le rapport associé sont des éléments relatifs à l'optimisation de l'efficacité énergétique de l'installation. Par ailleurs, le futur raccordement au réseau TED (réseau de chaleur provenant de l'incinérateur de la SETMI) sera une opportunité de réduction supplémentaire des émissions de CO2 du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dépôt, entretien, maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 66
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations annuelles de combustibles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants : [...] consommation annuelle de combustible [...]
Constats : L'exploitant a fourni les données demandées sur la consommation de combustibles (GN, biomasse).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les concentrations en NOx et en CO dans les gaz résiduels sont mesurées en continu dans les 6 conduits.</p> <p>Les concentrations en SO2 et en poussières sont mesurées en continu dans les conduits B5 et B6. Si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO2 ne peuvent être en aucun cas supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites, la mesure en continu du SO2 peut être remplacée par une combinaison des dispositions suivantes :</p> <p>Mesure semestrielle</p> <p>Estimation journalière des rejets basés sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation</p> <p>La teneur en oxygène, la température, la pression et la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels sont mesurées en continu dans les 6 conduits.</p> <p>Les concentrations en COVNM, en formaldéhyde, en HAP, en métaux, en dioxines et furannes, en HCl et en HF dans les gaz résiduels sont mesurées une fois par an dans les conduits B5 et B6 [...]</p> <p>L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues ci-dessus par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.</p>
<p>Constats : Pour les mesures en continu, vu en salle de contrôle le jour de l'inspection, l'ensemble des paramètres à surveiller est bien reporté sur les écrans de contrôle.</p> <p>La consultation des rapports disponibles de l'organisme agréé intervenant pour les mesures des rejets atmosphériques en 2021 et 2022 montrent le respect des fréquences de contrôle réglementaires sur les polluants recherchés dans les rejets des appareils de combustion.</p> <p>A noter qu'au vu du fonctionnement à la demande de la turbine, non anticipable, il n'a pas été possible de contrôler ses rejets lors des interventions de l'organisme agréé. Il n'est ainsi pas relevé d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de surveillance des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST [...]</p> <p>Constats : 2 baies d'analyse (une pour les 2 chaudières biomasse et l'autre pour les 3 chaudières gaz et la turbine gaz) fonctionnant en multiplexage permettent d'assurer la mesure en continu des rejets atmosphériques des appareils de combustion de l'installation.</p> <p>L'exploitant met en oeuvre les procédures QAL1, QAL2 et QAL3 pour ces appareils de mesure, suivant la norme NF EN 14181 (assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage). Cette norme décrit les exigences liées aux procédures QAL1, QAL2 et QAL3 des appareils de mesure en continu.</p> <p>La consultation des certificats QAL1 (certification de l'appareil de mesure) et l'inspection terrain confirment que les baies peuvent assurer la mesure en continu des paramètres réglementaires, dans des conditions conformes à celles préconisées par leur constructeur (température, étendue de mesure certifiée, plage de mesure supplémentaire, présence de convertisseurs de NO2, cohérence des numéros de référence des baies avec les certificats ...).</p> <p>En salle de contrôle, l'intégration des droites d'étalonnage des rapports QAL2 (étalonnage et validation de l'appareil de mesure sur suite) a pu être vérifiée (chaudières biomasse). Quant aux chaudières et turbine gaz, le report n'avait pas été réalisé. Post inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs quant à la bonne intégration des droites d'étalonnage sur ces appareils.</p> <p>Pour la réalisation des QAL3 (vérification de la dérive des appareils), l'inspection des bouteilles de gaz étalon sur site a révélé que l'une d'elle avait un certificat de fin de validité au 4 novembre. Un justificatif du remplacement de cette bouteille a donc été demandé. l'exploitant a transmis en date du 30 novembre 2022 le bordereau d'intervention (le 17 novembre 2022) pour le remplacement de cette bouteille de gaz étalon.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2020, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs Limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article fixe les valeurs limites pour chacun des polluants réglementés, pour chaque conduit.
Constats : La consultation des rapports disponibles des organismes agréés intervenant pour la mesure des rejets atmosphériques en 2021 et 2022, ainsi que la consultation des rapports d'autosurveillance de l'exploitant sur le premier semestre 2022 montre globalement le respect des valeurs limites d'émission pour les polluants identifiés. Toutefois un certain nombre de dépassements ponctuels des valeurs limites journalières sont à signaler, certains le sont en raison de pannes ou d'opérations d'entretien. Deux dépassements des valeurs limites mensuelles sont aussi à signaler, concernant les mois de juillet et de septembre sur la troisième chaudière au gaz naturel, avec un fonctionnement sur quelques jours ces deux mois, sur le paramètre NOx. La mise en place des nouvelles baies d'analyse et le format associé de reporting des mesures des rejets atmosphériques, distinguant les valeurs mesurées lors d'opération d'entretien ou de pannes, voire de démarrage permettront de clarifier les éventuels dysfonctionnements de l'installation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. - Les résultats des mesures prévues à la section 1 du chapitre VI et aux articles 7 et 31 du présent arrêté sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. Le préfet peut adapter la fréquence de transmission du bilan en fonction de la fréquence des mesures imposées. Le format du bilan des mesures peut être précisé par l'arrêté préfectoral.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré effectuer une transmission des résultats de son autosurveillance uniquement sur demande de l'inspection. Il s'est engagé depuis à respecter la fréquence trimestrielle de transmission de son autosurveillance. Par ailleurs, généralement, en cas de dépassement de valeur limite d'émission, aucun commentaire ou action corrective n'est précisé dans ces rapports.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet